

## CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA GRIPPE A/H1N1

## Le lancement devrait se faire aujourd'hui

**La campagne de vaccination contre la grippe porcine devrait débuter aujourd'hui. L'autorisation pour la mise sur le marché du vaccin contre le virus A/H1N1 par le Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques devait être délivré hier. Le ministre de la Santé serait le premier à se faire vacciner.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques (LNCP) devait délivrer, hier, le certificat de conformité pour la mise sur le marché du vaccin contre la grippe A/H1N1, et ce après une évaluation des résultats d'essais cliniques effectués durant une vingtaine de jours par les trois laboratoires en charge du contrôle, à savoir le Centre national de toxicologie, l'Institut Pasteur d'Algérie et le LNCP. La campagne de vaccination reste tributaire du certificat de conformité qui devait être signé hier.

Pour rassurer la population quant à l'innocuité du vaccin, le ministre de la Santé, Saïd Barkat, serait le premier à se faire vacciner. Le vaccin, importé par l'Algérie auprès des labora-

toires GSK, rappelle-t-on au ministère de la Santé, a subi un «minutieux» contrôle, suite aux débats qu'il a suscités. Le département de Barkat explique que le vaccin devait initialement subir trois tests de contrôle, à savoir les contrôles technico-biologique, physico-biologique et microbiologique. Toutefois, pour plus d'assurance, l'Algérie a également opté pour un contrôle pharmaco-toxicologique.

«Par rapport à tout ce qui a été dit sur l'inefficacité du vaccin, nous avons décidé d'ajouter un contrôle de pharmaco-toxicologie pour apporter une preuve scientifique concernant l'innocuité du vaccin et mettre ainsi fin à ce débat infondé», a expliqué, hier, Slim Belkessam, responsable de la communication auprès du ministère de la Santé. Un lot de 713 000 doses est



Photo : DR

déjà positionné au niveau de 8 000 centres de santé publics et parapublics.

Ces derniers devraient ouvrir

leurs portes ce matin pour vacciner les personnes, par ordre de priorité. 350 000 doses concerneront le personnel de santé des

secteurs public, parapublic et privé, le reste sera réservé pour les femmes enceintes ayant déjà une grossesse de plus de 20 semaines, ou inférieure à 20 semaines si celles-ci présentent un profil à risque.

Le vaccin concernera, par la suite, le personnel assurant le maintien des activités essentielles et stratégiques, les patients, adultes et enfants, atteints de pathologies chroniques, les enfants âgés de plus de six mois et les jeunes âgés de moins de 24 ans, ainsi que l'entourage des nourrissons de moins de six mois. Un examen médical sera effectué avant l'acte vaccinal et les personnes vaccinées seront gardées en observation pendant trente minutes. Reste à savoir si le personnel médical acceptera de se faire vacciner après toute la polémique qui a entouré ce vaccin.

S. A.

## 44 décès et 721 cas de grippe A confirmés

Le dernier bilan sur la propagation du virus de la grippe A/H1N1, établi hier par le ministère de la Santé, fait état de 34 nouveaux cas confirmés et de 2 nouveaux décès. Il s'agit de deux hommes résidant dans les wilayas de Sétif et Khenchela. Le nombre cumulé de cas de grippe porcine confirmés est de 721 et celui des décès de 44.

S. A.

## Le Tamiflu dans dix jours

Toutes les officines disposeront du médicament antiviral Oseltamivir d'ici dix jours. Selon le département de la santé, l'approvisionnement en ce médicament se fera au niveau des directions de la santé de chaque wilaya.

Cette opération, rappelle-t-on au ministère de la Santé, n'est pas obligatoire. Les pharmacies, précise-t-on, sont libres d'adhérer ou pas à cette opération, «volontaire».

S. A.

## Limogeage du SG

## du ministère de la Santé démenti

Le ministère de la Santé a apporté un démenti ferme aux rumeurs concernant le limogeage de l'actuel secrétaire général dudit ministère, Abdesslem Chakou.

S. A.

## SA DISTRIBUTION A COMMENCÉ JEUDI DERNIER

## Le Tamiflu : peu disponible, peu prescrit et peu servi

**La distribution aux officines du Tamiflu, qui a officiellement commencé jeudi dernier, se fait encore timide, tout comme sa prescription. Une petite virée dans les pharmacies de la capitale conduit pratiquement à cette conclusion : le Tamiflu n'est pas encore disponible dans toutes les pharmacies, est peu prescrit et peu servi.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Rue Didouche-Mourad, hier à onze heures. Dans une grande officine,

très fréquentée, pharmaciens et vendeurs sont déjà débordés durant la matinée. Un tas d'ordonnances à ser-

vir. Mais pas une seule portant prescription du fameux antiviral. Interrogée sur la disponibilité de ce médicament, une des vendeuses nous répondra : «Nous l'avons reçu jeudi.» Disponible ! Il s'agit de la première pharmacie disposant de ce traitement antiviral. Pourtant, peu de malades le demandent jus-

qu'à présent. «Nous n'avons eu à servir que trois ordonnances, à ce jour», précise cette jeune fille. Prescrit en cas de forte grippe, le Tamiflu sembler être boudé par les médecins. A l'entrée de cette officine, une jeune femme se plaignant d'une grippe nous dira qu'elle a eu droit à un simple traitement, comme contre la grippe saisonnière. «Sa disponibilité dans les officines a tardé, tout comme le vaccin, d'ailleurs», a tonné cette femme. Et d'ajouter : «Puisqu'il réduit d'un tiers le risque des complications issues de la grippe A, pourquoi n'est-il pas prescrit plus que cela ?», s'interroge notre interlocutrice. Un peu plus bas, place Audin, il est à peine midi. Un calme plat règne dans l'officine. La vendeuse, un peu hésitante, nous dira : «Le Tamiflu n'est pas encore disponible.» Aucune date ne sera précisée concernant son éventuelle réception. Ici également, ce médicament n'a pas été distribué. Et le constat sera le même dans toutes les officines situées à la rue Hassiba-Ben-Bouali, que nous avons visitées.

Les deux pharmacies mitoyennes de l'hôpital Mustapha ne feront pas exception. «Nous le rece-



Photo : DR

vrons demain», nous explique-t-on. A l'unanimité, les pharmaciens rencontrés hier affirmeront : «Il n'y a pas de prescription systématique de cet antiviral.» Les citoyens, de leur côté, se posent beaucoup de questions sur son efficacité et, surtout, sur sa dangerosité. Dernière escale. Ici, dans cette pharmacie située place de la Concorde, l'antiviral est disponible. «Il est disponible depuis ce matin, mais sa délivrance nécessi-

te une ordonnance», précise le pharmacien. Dans cette rue, sur trois pharmacies visitées, une seule avait été fournie en Tamiflu. Et le pharmacien était formel : «Jusque-là, je n'ai reçu aucune ordonnance pour le Tamiflu.»

Au total, sur dix pharmacies visitées, seules deux disposaient de cet antiviral. Cependant, une question se pose : pourquoi le Tamiflu est-il aussi peu prescrit ?

W. Z.

## ALLOCATION DEISES POUR LA CAN 2010

## Chaque supporter autorisé à changer 192 600 DA

La Banque d'Algérie a annoncé hier dans un communiqué la mise en place d'un droit de change spécifique au profit des nationaux résidents désireux de se rendre en Angola pour assister à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2010).

Le montant de cette allocation de change spécifique, qui sera allouée exclusivement pendant la période allant du 3 au 15 janvier 2010, est fixé à la contre-valeur en devises de 192 600 DA, a précisé la Banque d'Algérie. «La mise en place de ce droit de change spécifique CAN 2010 entre dans le cadre des mesures de facilitation et d'accompagnement décidées par les pouvoirs publics à l'effet de permettre le déplacement et le séjour dans les meilleures conditions», explique-t-elle.

L'allocation de change spécifique sera délivrée par les guichets des banques, intermédiaires agréés, sur présentation par le demandeur bénéficiaire du passeport en cours de validité (établi ou prorogé en

Algérie) et le titre de voyage à destination de l'Angola avec une réservation confirmée délivrée par la compagnie Air Algérie, précise le communiqué.

Cette allocation est délivrée au bénéficiaire une fois portée sur son passeport la mention «allocation de change spécifique CAN 2010», note la même source.

Par ailleurs, «tout allocataire, ayant perçu l'allocation de change spécifique et qui, pour quelque raison, n'aura pas pu effectuer le déplacement à Luanda, est dans l'obligation de rétrocéder son allocation spécifique CAN 2010 auprès du guichet de banque qui lui a délivré cette allocation».

La mention d'annulation de l'allocation de change spécifique est portée sur le passeport du remettant, indique la Banque d'Algérie.

«Le non-respect des dispositions réglementaires, afférent à cette allocation, constitue une infraction à la réglementation des changes et expose son auteur aux sanctions prévues par la loi», prévient-elle.